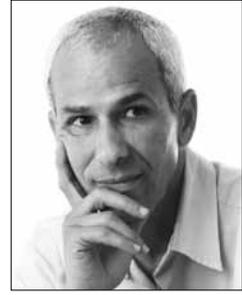


LE HIRAK ET LES INTELLECTUELS



LAZHARI LABTER *

Le *Hirak*, ou mouvement du peuple insurgé, cette lame de fond populaire qui a submergé l'Algérie depuis le 22 février 2019¹, est sans pareil par sa soudaineté, son ampleur, sa durée et sa force dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Par son pacifisme et le sens du civisme des manifestants, il a vu des centaines de milliers de femmes et d'hommes envahir deux fois par semaine, durant un an, les rues et les places de toutes les villes du pays sans qu'une seule vitre soit brisée. Il constitue une rupture qui a changé la donne politique, bouleversé les données, rebattue les cartes et ouvert des perspectives nouvelles dans un pays qui semblait réfractaire à tout changement de système et qui a opté pour le seul changement dans le système ou « changement dans la continuité », selon la formule consacrée depuis l'ère du président Chadli Bendjedid². Ses ondes de choc se propagent encore en dépit de la suspension volontaire des marches par les manifestants à cause de la Covid-19 et travaillent la société en profondeur.

Cette insurrection, ou révolution selon les uns ou les autres, *Hirak* selon l'appellation consacrée, n'est pas un coup de tonnerre

* ÉCRIVAIN.

¹ Date du début des manifestations populaires pacifiques en Algérie contre un 5^e mandat du président Abdelaziz Bouteflika et le système, appelée *Hirak* ou mouvement.

² Chadli Bendjedid (1929-2012), 3^e président de la République algérienne, de 1979 à 1992, qui succéda à Houari Boumediène à sa mort.

dans un ciel serein en dépit de sa soudaineté. Il est la résultante des luttes et des résistances populaires, estudiantines et ouvrières spontanées ou organisées depuis l'indépendance et notamment tout au long des vingt longues années du règne sans partage de l'autocrate Abdelaziz Bouteflika³.

Avant l'indépendance, et sans remonter à l'histoire du Mouvement national d'avant le déclenchement de la lutte de libération nationale sous la conduite du Front de libération nationale, un fait marquant de l'engagement des intellectuels s'est manifesté par la grève du 19 mai 1956 sous le slogan « Avec des diplômés, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres », que tous les historiens considèrent comme un tournant dans la guerre pour l'indépendance dans la mesure où elle révéla qu'elle n'était pas celle d'une poignée de *fellagas*, de « hors-la-loi » selon la thèse des autorités coloniales de l'époque, mais celle de tout un peuple, élites comprises.

D'Ahmed Ben Bella à Abdelaziz Bouteflika en passant par Chadli Bendjedid, il y eut, depuis l'indépendance du pays en 1962, de multiples mouvements de contestation des régimes en place, y compris des mouvements armés comme celui de la « décennie noire » qui dura de 1992 à 2002 et qui fit 200 000 morts. Mais aucun n'a atteint le niveau du *Hirak* par sa durée, sa détermination et son pacifisme, y compris le soulèvement en Kabylie de 1980, les événements d'octobre 1988 et le deuxième soulèvement de Kabylie de 2000.

Le premier événement remonte au 10 mars 1980 lorsque l'interception à Draâ Ben Khadda, près de Tizi Ouzou, de l'écrivain Mouloud Mammeri et la notification qui lui fut faite par le wali de l'époque de l'interdiction de sa conférence sur « la poésie kabyle ancienne », sous le fallacieux prétexte de « risques de troubles à l'ordre public », et qui l'invita à quitter la wilaya mirent le feu aux poudres. Du début du mois de mars à fin juin, ce qu'on appela le Printemps berbère fit découvrir au monde la question amazighe, tout comme en 1957 la question algérienne devint une réalité pour le monde entier à travers la grève générale initiée par le FLN en pleine bataille d'Alger.

³ Abdelaziz Bouteflika (né le 2 mars 1937 à Oujda, au Maroc), président déchu quelques semaines après le début du *Hirak*, qui régna sur l'Algérie du 27 avril 1999 au 2 avril 2019.

Le deuxième événement est le soulèvement de la jeunesse en 1988, connu sous le nom des « Événements d'octobre 1988 »⁴, qui a duré du 5 au 10 octobre et a changé la donne en obligeant le pouvoir à se « réformer », dont le coût en vies humaines a été très lourd avec 500 morts, sans parler des tortures systématiques à l'échelle de tout le pays, des destructions matérielles et des pertes financières incalculables.

Le troisième mouvement « insurrectionnel », communément appelé « Printemps noir », eut lieu à la suite de l'assassinat par des gendarmes d'un jeune lycéen le 19 avril 2001. Toute la Kabylie a été embrasée par des émeutes violentes qui se sont soldées par la mort de 126 personnes, sans compter les milliers de blessés et les dégâts matériels considérables. C'est de cette époque que datent les slogans « Pouvoir assassin ! » et « *Ulach smah ulach !* » (Pas de pardon) qui seront repris 18 ans plus tard par le *Hirak*, ainsi que la formule « Tirez ! Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts », qui inspireront les jeunes en 2019, affrontant les policiers à Alger centre poitrine nue.

Ces alertes et d'autres signaux forts envoyés par un peuple sous le joug, dont la colère sourde ou exprimée grondait, auraient dû pousser le pouvoir à changer tout le système en place au lieu de le sauver en récupérant d'une main ce qu'il concédait de l'autre. Mauvais élève, il n'en tira aucune leçon et ne fit rien pour changer l'ordre des choses, soumettant l'Algérie à des séismes politiques cycliques et l'enfonçant dans une crise multidimensionnelle qui dure encore et s'aggrave jour après jour.

Hormis l'insurrection d'octobre 1988, l'un des mouvements les plus marquants du début de l'année 2000 est sans conteste le mouvement Barakat ! (Assez !)⁵ qui a vu l'implication de nombre de citoyens et surtout de nombreux intellectuels contre la reconduction du président déchu Abdelaziz Bouteflika au début et contre le système, ses hommes, ses symboles, ses pratiques et ses méthodes par la suite.

⁴ Révolte de la jeunesse algérienne en octobre 1988 qui s'étendit à tout le pays et obligea le pouvoir à se réformer en mettant fin au système de parti unique et en ouvrant la voie au multipartisme et à la liberté de la presse.

⁵ Barakat ! est un mouvement de protestation contre la reconduction du président déchu Abdelaziz Bouteflika, initié par des intellectuels en février 2014, dont la figure emblématique était la militante Amira Bouraoui.

Mais si les conditions objectives étaient réunies – chute des prix du pétrole et début de la crise économique – il manquait les conditions subjectives pour que l'audace des « barakistes » prenne et que la contestation s'étende à tout le pays. Face à une répression féroce et démesurée, le mouvement finit par s'éteindre, mais son esprit de refus demeura présent.

Cet engagement des intellectuels a des figures qui remontent au début des années quarante et cinquante : Mohammed Dib, Kateb Yacine et Mouloud Mammeri.

En 1945, Kateb Yacine, l'auteur du célèbre roman *Nedjma*, écrivait après les massacres du 8 mai 1945 : « Là, à Sétif, se cimenta mon nationalisme, j'avais 16 ans. »

En 1958, quelques années après la parution de son premier roman *La Grande Maison*, Mohammed Dib déclarait à l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* : « Tous les jeunes écrivains algériens sont d'origine populaire. Des liens étroits les lient encore à cette masse dont ils sont issus. Aussi s'explique-t-on qu'ils en épousent les soucis. [...] Plus précisément, il nous semble qu'un contrat nous lie à notre peuple. Nous pourrions nous intituler ses "écrivains publics". C'est vers lui que nous nous tournons d'abord. Nous cherchons à en saisir les structures et les situations particulières. Puis nous nous retournons vers le monde pour témoigner de cette particularité, mais aussi pour marquer combien cette particularité s'inscrit dans l'universel. Les hommes sont à la fois semblables et différents : nous les décrivons différents pour qu'en eux vous reconnaissiez vos semblables. »⁶

Cette affirmation du lien indissoluble entre l'écrivain et le peuple formulée par l'auteur de *L'Incendie*, que partageaient les premiers écrivains et poètes algériens, peut s'appliquer en grande partie aux intellectuels algériens.

Cela s'est vérifié encore une fois par l'engagement des intellectuels – entendu ici non au sens étroit d'écrivain ou de penseur comme au temps d'Émile Zola et de Victor Hugo, mais dans son sens plus large englobant artistes, enseignants, avocats, médecins, professeurs, écrivains, journalistes et surtout étudiants. L'apport de ces derniers à travers leur mobilisation et leur manifestation des mardis en plus des grands rendez-vous populaires des vendredis

⁶ Jean Carta, « Mohamed Dib : Je ne suis pas de ces humiliés... », *Témoignage chrétien*, 7 février 1958, p. 10.

fut déterminant dans le renforcement de la révolution populaire pacifique. C'est ce que souligne le journaliste et politologue Hocine Belalloufi : « Enfin, ce mouvement étudiant régénéré aida le mouvement populaire en jouant “un rôle d'éclaireur et de décrypteur des enjeux politiques, semaine après semaine [...] la marche du mardi des étudiants annonce le tempo de celle du vendredi” à travers des mots d'ordre scandés généralement en réponse au discours du vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah et, plus rarement, du chef de l'État par intérim, Abdelkader Bensalah. Les étudiants reconquéraient ainsi progressivement leur indépendance et leur rôle de combattants aux côtés du mouvement populaire. »⁷

Cerôle d'éclaireur et de décrypteur, mais aussi d'amplificateur sera joué par des journalistes dont les plus en vue sont le reporter et écrivain Mustapha Benfodil du quotidien *El Watan* et le reporter Zoheir Aberkane du quotidien *Reporters*. Semaine après semaine, ils couvriront les marches du mardi et du vendredi ou les éclaireront par leur analyse, à l'instar du chroniqueur Mustapha Hammouche du quotidien *Liberté* ou encore du billettiste Saâd Bouokba du quotidien arabophone *El Khabar*. Des universitaires comme le sociologue Nacer Djabi leur donneront un sens. Des caricaturistes comme Dilem à *Liberté* et Le Hic à *El Watan* les populariseront à travers le dessin.

Le 23 février, devant le déni de la réalité, la journaliste Meriem Abdou, animatrice de la célèbre émission *L'Histoire en marche* de la *Radio Chaîne 3*, jette un pavé dans la mare du paysage audiovisuel algérien en démissionnant de son poste de rédactrice en chef et en justifiant son acte de rébellion par un « Je refuse » qui sonne comme un « J'accuse » : « Je refuse catégoriquement de cautionner un comportement qui foule aux pieds les règles les plus élémentaires de notre noble métier », écrit-elle sur sa page Facebook. Elle est immédiatement sanctionnée par l'administration

⁷ Hocine Belalloufi, *Algérie, 2019-2020. Le peuple insurgé – Entre réforme et révolution*, Éditions du Croquant, Paris, mars 2020 et Koukou Éditions, Alger, mars 2020. Journaliste et militant de gauche, Hocine Belalloufi est l'auteur de deux essais : *Grand Moyen-Orient : guerres ou paix – Plaidoyer pour une nouvelle révolution arabe*, Éditions Lazhari Labter, Alger, 2008 ; et *La Démocratie en Algérie – Réforme ou révolution*, coédition Lazhari Labter et Apic, Alger, 2012.

de la radio nationale qui lui signifie le lendemain l'arrêt pur et simple de l'émission au lieu de tirer les leçons de son geste.

Mais son geste, même symbolique, avait ouvert la voie à la contestation dans des médias verrouillés. Devant la pression populaire, les médias s'ouvrent et des journalistes donnent de la voix, passant de la rue où ils manifestent aux studios où ils informent.

Cette parenthèse démocratique des médias est très vite refermée. Le retour au verrouillage agace les travailleurs des médias audiovisuels qui lancent une série de sit-in, de manifestations à l'intérieur du siège de la télévision et une pétition, signée par des dizaines de leurs consœurs et de leurs confrères, dans laquelle ils prennent acte devant l'opinion publique : « Nous prenons à témoin l'opinion que nous, femmes et hommes journalistes algériens, sommes engagés à accomplir notre mission de manière professionnelle et équilibrée et que nous sommes empêchés, dans divers médias, de faire notre travail dans le respect des exigences de la déontologie de la profession. Nous exigeons du pouvoir de cesser d'imposer la censure aux médias publics et privés et de porter atteinte aux libertés médiatiques afin de garantir le droit du citoyen à une information objective et neutre. Nous appelons les professionnels des secteurs public et privé à être solidaires pour défendre leur liberté et leur noble profession, objet, une fois de plus, de violations flagrantes. »

Plus de 30 ans après les événements d'octobre 1988, on a l'impression que l'histoire se répète.

En effet, devant l'interdiction d'informer et même des'informer puisque des responsables des journaux gouvernementaux et du parti FLN avaient décidé d'interdire l'accès des salles aux journalistes, ces derniers, réunis clandestinement dans un local au centre d'Alger, adopteront une déclaration, relayée par l'AFP et Reuters, qui fera l'effet d'une bombe :

« Nous, journalistes algériens, réunis à Alger le lundi 10 octobre à 10 heures :

– Informons l'opinion publique nationale et internationale que nous avons été et sommes toujours interdits d'informer objectivement des faits et événements qu'a connus le pays, notamment depuis l'explosion populaire du 5 octobre. Dénonçons l'utilisation tendancieuse faite en ces circonstances graves des médias nationaux et ce, au mépris de toute éthique professionnelle et du droit élémentaire du citoyen à l'information.

- Rappelons avoir déclaré dans les différents documents adoptés par notre mouvement que les atteintes de plus en plus graves aux conditions de vie et aux droits sociaux [...] concourraient à créer les conditions d'une telle explosion populaire. Et cela en l'absence de toute possibilité d'expression démocratique.
- Condamnons, de ce fait, l'utilisation violente et meurtrière de la force armée et l'inconséquence avec laquelle l'ordre a tenté d'être rétabli.
- Demandons la levée immédiate de l'état de siège afin de rétablir les citoyens dans l'exercice de leurs droits constitutionnels.
- Exigeons la libération de l'ensemble des détenus d'opinion, arrêtés de façon arbitraire à la faveur des troubles [...]. Exigeons la libération des citoyens arrêtés lors des manifestations.
- Demandons l'établissement des libertés démocratiques dans leur totalité [...] ».

Alors que des écrivains connus ont pris fait et cause pour le *Hirak*, comme la romancière Maïssa Bey, les romanciers Amin Zaoui qui a appelé les écrivains à se libérer du système et Waciny Laâredj qui n'a pas hésité à descendre dans la rue pour manifester, d'autres écrivains, aussi célèbres sinon plus célèbres, ont brillé par leur absence, leur silence, comme Rachid Boudjedra, voire leur position ambiguë comme Boualem Sansal ou leur condamnation du *Hirak* comme Kamel Daoud.

À une question de la journaliste Rosa Moussaoui concernant la nature du *Hirak* (mouvement, soulèvement ou révolution), dans un entretien paru dans le quotidien *L'Humanité*⁸, l'auteure de *Entendez-vous dans les montagnes* répondait moins de deux mois après l'insurrection : « Un seul mot pourrait-il en rendre compte ? Laissons aux historiens le soin de régler plus tard ce problème de terminologie ! Ce qui se passe en ce moment en Algérie est inédit, c'est le surgissement d'une vague de fond qui touche toutes les couches de la société, une vague d'une ampleur sans précédent. [...] Aucun des subterfuges employés jusque-là par un pouvoir aux abois, qui dégaîne aujourd'hui ce qu'il croit être son atout principal, le recours à la violence répressive, ne parvient à la détourner de ses objectifs : le démantèlement du régime en place et la volonté de

⁸ Du 16 avril 2019 sous le titre « L'Algérie de demain telle que je l'imagine a un corps de femme ».

rupture avec un système politique plaçant ses intérêts au-dessus de ceux du peuple. »

Le 3 juillet 2019, elle confiait à Rachida El Azouzi de *Médiapart*, dans un entretien publié le 5 juillet : « Ce mouvement nous a rendus fiers » et même « les rapports entre nous ont changé ! Le *Hirak* a libéré la parole, les corps et il nous a libérés de la peur. »

Le 28 février 2020, un an après le soulèvement populaire, dans une « Tribune » publiée par le journal *Le Monde* sous le titre « Le *Hirak* est une lame de fond qui repose la question du statut des femmes en Algérie », elle écrivait : « Et s'il est bien un acquis indéniable du *Hirak*, c'est d'avoir mis en lumière un peuple enfin réconcilié avec lui-même, toute la diversité d'un peuple en marche pour réclamer sa part confisquée de liberté, de justice et de dignité, revendications communes à tous les peuples qui ont subi ou continuent de subir toutes sortes d'oppressions, de violences et de dénis. »

124 Ceux qui se proclament « la vitrine de l'Algérie [,] sollicités par tous les médias internationaux », selon la formule de Kamel Daoud, ne saisissent pas la nature profonde du mouvement et prédisent sa fin ou sa mort.

Les chanteurs ne sont pas en reste et mettront leur art au service de la révolution : Soolking, dont la chanson *La Liberté* publiée sur *Youtube* le 14 mars 2019 devient l'hymne du *Hirak*, et dont les paroles sont apprises et reprises partout et par tous y compris par les enfants :

*La liberté, la liberté, la liberté
C'est d'abord dans nos cœurs
La liberté, la liberté, la liberté
Nous, ça nous fait pas peur*

La chanteuse Souad Massi lui emboîte le pas.

*Je pleure mais je reste debout
Debout et je dois marcher
La blessure dans ma poitrine s'est élargie
Et deux colombes sur mes épaules
Je pense et les idées me blessent
Comment faire face aux vents violents
En moi grondent tonnerre et pluies
Et je n'ai peur que de Dieu*

Par ailleurs, une quinzaine d'artistes, dont la chanteuse Amel Zen, l'auteur, compositeur et interprète Djam, Ahmed Djamil Ghouli de son vrai nom, les chanteurs Sadek Democratoz et Chibane, les comédiens Mina Lachter, Salima Abada, Mustapha Laribi, Kamel Abdat, etc. unissent leurs voix contre le cinquième mandat de Bouteflika dans un clip réalisé par Amine Kabbes, sorti le 1^{er} mars 2019 sur *Youtube* dans lequel ils affirment leur rejet du 5^e mandat et leur volonté de changer le système aux côtés du mouvement populaire.

*Mère prie pour nous
Tes enfants ont décidé de sortir
Et de marcher pour la liberté
Mère tes enfants sont civilisés
Ils veulent la démocratie
Voici des roses et voici du jasmin
Dans une marche pacifique
Ils exigent le changement
Aujourd'hui le peuple va libérer
Libérer libérer
Libérer l'Algérie*

125

Le 5 mars, la chanteuse rappeuse engagée, auteure-compositrice et avocate Raja Meziane, depuis la République tchèque où elle s'est exilée depuis 2015, dans une chanson intitulée *Allô le système*, s'en prend au système dont elle fait le procès en règle avec des mots-chocs soutenues par une musique saccadée et rythmée, dans un clip réalisé sur un fond d'images des manifestations pacifiques.

Un clip où on la voit se diriger vers une cabine téléphonique murale, sur la tablette de laquelle elle dépose son passeport et des pièces de monnaie, compose un numéro et commence à chanter dans l'appareil :

*Le typhon arrive
Les pauvres se sont levés
Les enfants du peuple sont sortis
Et Moh le proprio de la table est sorti aussi
Les caisses sont à plat
Le pays est à l'arrêt
Le couteau a touché l'os
Et ça n'a que trop duré*

Au milieu de la chanson on la voit insister :

Allô, Allô

Allô système ?

Tu m'entends ou je parle toute seule ?

Téléphone fermé comme d'habitude

Alloooooooooo

À la fin de la chanson, on la voit taper avec rage sur la cabine, reprendre son passeport, lâcher brutalement l'appareil qui va cogner contre le mur dans un bruit sec, en se balançant sur son fil, lui tourner le dos et s'en aller. Image forte de rupture avec un système sourd à toutes les doléances.

Elle récidivera le 15 septembre avec une chanson intitulée *Rebelle*.

Sur un fond rouge on la voit défiler, tirant derrière elle une poubelle, s'y asseoir face à une caméra posée sur un trépied avant d'attaquer la chanson. Avec une animation sur fond psychédélique et force gestes significatifs, elle tape sur le système tout comme elle tape sur un poste de radio muette et un poste de télévision à l'écran blanc, fermée à toute image contestataire.

126

Ya lalel ou ya lalel

Le vent tournera

Le temps changera

Moi je suis une rebelle

Et toi tu seras avalé par la poubelle

Ya lalel ou ya lalel

Moh à l'indépendance appelle

Ce pays est son pays

Et il a le droit d'y vivre sa vie

Le 5 mars, sur ma page Facebook, je publiai « Les 18 commandements du marcheur pacifiste et civilisé » qui firent le tour du monde, repris par *Algérie 1.com* le 6 mars et ensuite par la presse écrite et les médias audiovisuels⁹.

Le *Nouvel Obs* écrivit dans son édition du 8 mars :

⁹ <<https://www.algerie1.com/indiscretion/manifestations-de-vendredi-8-mars-les-18-commandements-de-lazhari-labter>>.

<<https://www.google.com/search?q=les+18+commandements+du+marcheur+pacifiste+et+civilis%C3%A9&oq=Les+18+commande&aqs=chrome.1.69i57j0l7.12640j0j8&sourceid=chrome&ie=UTF-8>>.

« Journaliste, poète, écrivain et éditeur algérien, Lazhari Labter, 67 ans, a écrit “Les 18 Commandements du marcheur pacifiste et civilisé”, adressé aux manifestants qui défilaient pour le troisième vendredi consécutif en Algérie, contre le 5e mandat que brigue le président Abdelaziz Bouteflika.

« Voici ces 18 commandements, qui insistent sur le caractère pacifique et civique de la contestation, relayés sur les réseaux sociaux :

- 1 - “Pacifiquement et tranquillement je marcherai.
- 2 - En Homme digne et civilisé je me comporterai.
- 3 - D’eau et de vinaigre je me munirai [*pour se nettoyer le visage en cas de tirs de gaz lacrymogènes, NDLR*].
- 4 - À aucune provocation je ne répondrai.
- 5 - Les baltaguias (*nom donné aux casseurs payés par le pouvoir pour créer des violences*) j’isolerais et à la police je les remettrai.
- 6 - Pas une pierre je ne jeterai.
- 7 - Pas une vitre je ne briserai.
- 8 - Pas un mot déplacé je ne prononcerai.
- 9 - Aux personnes et aux biens je ne toucherai.
- 10 - Au policier et au gendarme je sourirai.
- 11 - À la femme, une rose j’offrirai.
- 12 - À celui qui a soif, mon eau je partagerai.
- 13 - Sur les vieux, les femmes et les enfants je veillerai.
- 14 - Avec détermination je marcherai.
- 15 - Contre vents et marées j’irai.
- 16 - Digne héritier des Novembristes (*militants indépendantistes algériens de la première heure, qui déclenchèrent l’insurrection anticoloniale le 1^{er} novembre 1954*) je serai.
- 17 - Après la marche, les rues et les places je nettoierai.
- 18 - Au monde qui m’observe, une leçon je donnerai et un exemple je serai.

Car je sais que la Liberté au bout du chemin m’attendra et dans ses bras ouverts elle m’accueillera.” »

D’autres artistes décident d’occuper les espaces publics. Début mars, à l’initiative de la comédienne, actrice, metteuse en scène et productrice Adila Bendimered, prix d’interprétation féminine à Angoulême (France), Rome (Italie) et au Caire (Égypte) pour son rôle de Djamilia dans le long-métrage *Le Repenti* de Merzak Allouache, des dizaines d’artistes plasticiens, de chanteurs, de

réalisateurs, etc. occupent les marches du Théâtre national algérien, en plein centre d'Alger, et les transforme en agora où sont discutées les questions culturelles et d'actualité. Ce rendez-vous suscitera l'engouement et le nombre des artistes ne cessera d'augmenter, attirant aussi des citoyens et des citoyennes¹⁰.

Des collectifs et des coordinations d'étudiants et d'enseignants universitaires se mettent en place dans les grandes universités du pays, balayant les organisations estudiantines satellites du pouvoir et redonnant un souffle révolutionnaire que l'université n'avait pas connu depuis les années soixante-dix.

Tous ces « intellectuels » agissant comme un grand intellectuel collectif donnèrent au mouvement populaire une dimension autre et une autre portée, les marches des mardis annonçant et préparant le terrain à celle du vendredi.

Si un nombre considérable d'intellectuels prit fait et cause pour le *Hirak*, se solidarisa avec lui et porta ses revendications et ses mots d'ordre, beaucoup d'autres jouèrent le jeu du pouvoir qui n'entendait céder que sur des questions formelles et pas sur la question de fond qui était le changement du système et le passage à une nouvelle république.

C'est ainsi que, répondant à l'appel au dialogue lancé par le président par intérim, un « panel » de personnalités menées par l'écrivain et chercheur en histoire Karim Younes apportèrent leur soutien à une démarche politique qui était à l'opposé des revendications du *Hirak*.

Certains intellectuels liés par des intérêts politiques et matériels ou par pur opportunisme poussèrent le zèle jusqu'à la caricature, comme le poète Azzeddine Mihoubi, ou le journaliste Hamraoui Habib Chawki qui déclara le lundi 4 mars à la chaîne de télévision privée *Echourouk News TV*, alors que la rue grondait : « Je reste fidèle au président Bouteflika. Si j'ai une prière à adresser à Dieu c'est de mourir le même jour que lui. »¹¹

D'autres, à l'instar des universitaires Abdelmadjid Merdaci, Mohamed Lakhdar Maougal, Djamel Labidi ou de quelques journalistes de service comme Abdelwahab Djakoun firent

¹⁰ <<https://www.algerie360.com/les-artistes-et-le-mouvement-protestataire-liberte-sur-tous-les-tons/>>.

¹¹ <<https://www.algerie-eco.com/2019/03/05/hamraoui-habib-chawki-souhaite-mourir-jour-bouteflika/>>.

tout pour détourner le fleuve comme les « marsiens »¹² et les « oujdistes »¹³ le détournèrent en 1962, en vain.

Dans *L'Opium et le bâton*, Mouloud Mammeri écrivait :

« Quand trop de sécheresse brûle les cœurs,
Quand la faim tord trop d'entrailles,
Quand on rentre trop de larmes,
Quand on bâillonne trop de rêves,
C'est comme quand on ajoute bois sur bois sur le bûcher,
À la fin, il suffit du bout de bois d'un esclave,
Pour faire,
Dans le ciel de Dieu,
Et dans les cœurs des hommes
Le plus énorme incendie ! »

Le mandat de trop d'un président momifié de son vivant a suffi pour que les Algériennes et les Algériens aux « larmes rentrées et [aux] rêves bâillonnés » depuis des décennies s'insurgent en une révolution populaire pacifique qui fait l'admiration du monde et dont les ondes n'ont pas fini de se propager, en dépit d'une imprévisible pandémie qui l'a obligée à faire une pause dans l'attente de reprendre de plus belle.

129

Résumé :

Quel rôle ont joué les intellectuels ou du moins ceux et celles qu'on désigne sous ce terme générique, dans le *Hirak*, la révolution populaire pacifique qui a secoué l'Algérie dans ses profondeurs par son ampleur, sa détermination et sa durée ? C'est à cette question que tente de répondre cet article en mettant en lumière les luttes de ces élites, qui vont des journalistes aux artistes en passant par les étudiants, les écrivains, les médecins, les avocats,

¹² On désigne par « marsiens », terme péjoratif, les opportunistes et les arrivistes qui ont endossé la tenue de combattants de l'Armée de libération nationale (ALN) la veille de la signature des Accords d'Évian le 18 mars 1962 et du cessez-le-feu, proclamé le lendemain.

¹³ Le terme oujdiste renvoie au « clan d'Oujda », la ville marocaine frontalière de l'Ouest algérien, ou « groupe de Tlemcen », un groupe militaro-politique qui avait accaparé par la force des armes le pouvoir et fait main basse sur le pays après 1962. Ses membres les plus en vue sont le colonel Boussouf, chef du service de renseignement des armées, son adjoint, le colonel Houari Boumédiène, chef de l'état-major général de l'armée des frontières qui s'était allié avec Ahmed Ben Bella contre le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et les wilayas de l'intérieur avant de le renverser par un coup d'État en juin 1965, Kaid Ahmed, Chérif Belkacem, Ahmed Medeghri et Abdelaziz Bouteflika.

LAZHARI LABTER

etc. Des luttes en lien avec celles de leurs prédécesseurs qui avaient joué des rôles d'éclaireurs durant le milieu du siècle passé, comme les écrivains Mohammed Dib, Mouloud Mammeri et Kateb Yacine ou encore les dirigeants politiques et écrivains comme Bachir Hadj Ali et Abdelhamid Benzine. Une grande majorité d'entre eux va s'engager dans le *Hirak* dès ses débuts et se positionner avec les luttes et les revendications populaires alors que quelques-uns, par attentisme, calcul ou opportunisme, restent à la marge ou se mettent purement et simplement au service des tenants du système que les révolutionnaires veulent changer de fond en comble.

130

Dossier

